



L'essentiel en bref sur

LE MONITEUR DE LA SANTÉ 2023

**Maintien des prestations, orientation
vers la qualité et renforcement de la recherche**

Équipe de projet

Urs Bieri, co-directeur

Annick Doriot, cheffe de projets junior

Jonas Philippe Kocher, chef de la technologie et du développement

Alessandro Pagani, stagiaire science des données et analyses politiques

Roland Rey, collaborateur de projets

Étude mandatée par Interpharma.

Le Moniteur de la santé entend établir avec fidélité l'attitude des citoyennes et des citoyens suisses vis-à-vis du système de santé.

L'enquête représentative sur laquelle il s'appuie est menée une fois par an depuis 1996. En 2023, 1200 citoyennes et citoyens ont été interrogés dans toutes les régions linguistiques de Suisse sous la forme d'entretiens personnels en face-à-face.

Nous rendons compte des principaux résultats dans les pages qui suivent.

Interpharma
Association des entreprises pharmaceutiques suisses
pratiquant la recherche
Petersgraben 35
Case postale
4009 Bâle

Téléphone 061264 34 00
E-mail info@interpharma.ch

Vous trouverez également le contenu de la brochure sur le site Web d'Interpharma sous www.interpharma.ch. Les graphiques de la dernière version peuvent être téléchargés et utilisés gratuitement à condition d'en mentionner la source.

Deutschsprachiges Original verfügbar

© Interpharma, 2023, Bâle

Reproduction avec indication de la source souhaitée

Sommaire

1	Avant-propos	2
2	Grands thèmes 2023	4
3	Analyses de tendances choisies	10
3.1	Bilan du système de santé	10
3.2	Valeurs relatives au système de santé	12
3.3	Coûts du système de santé	14
3.4	Prestations des caisses-maladie	20
3.5	Image des acteurs	24
4	Thèses	28
5	Base de données du sondage actuel	30
6	Annexe	32
6.1	Équipe de gfs.bern	32

1 Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur



La recherche d'aujourd'hui pose les fondements de l'innovation de demain et des soins de base d'après-demain: les citoyen-ne-s en âge de voter sont unanimes sur ce point. Pour pouvoir continuer à disposer à l'avenir d'une prise en charge sanitaire de premier ordre, ils se prononcent une nouvelle fois pour une place de recherche suisse forte. Bien que la recherche permette de mettre de nombreux médicaments innovants sur le marché, l'accès des patient-e-s à ces médicaments est actuellement retardé. La population suisse en a conscience et prend clairement position: 95% des personnes interrogées souhaitent avoir accès aux médicaments innovants dès qu'ils sont autorisés par Swissmedic. En outre, 2/3 sont ouvertes à des modèles de prix flexibles pour permettre une prise en charge provisoire et donc immédiate par les caisses-maladie. Pour Interpharma, le message est limpide: toutes les patientes et tous les patients de Suisse doivent avoir accès à égalité aux nouveaux médicaments dès le jour de l'autorisation par Swissmedic. Notre association a d'ailleurs présenté en 2022 un modèle qui le permettrait. À la politique de mettre à présent en œuvre ces améliorations. En effet, chaque jour écoulé en est un de trop pour les patient-e-s.

Globalement, la population suisse a conscience de la haute qualité du système de santé de notre pays. Les prestations ont leur prix, mais les citoyen-ne-s sont satisfait-e-s de la prise en charge et ne souhaitent pas de réduction de l'offre actuelle. Il reste essentiel de conserver la meilleure offre pos-

sible sur la base des fonds disponibles. Pour ce qui est du financement du système de santé, on observe une ambivalence croissante des citoyen-ne-s: on salue l'extension régulière de la prise en charge, mais la manière de traiter les coûts supplémentaires qui y sont liés pose des questions qui amènent des réponses diverses dont aucune n'est majoritaire. Le débat qui a lieu dans la population voit la responsabilité au niveau de la politique: celle-ci doit assurer des conditions cadres adéquates pour équilibrer les coûts et les bénéfices qui en découlent. La transformation numérique serait là un levier utile dont il est encore trop peu fait usage. Dans l'esprit de la pérennité et de l'efficacité du système de santé ainsi que de la place de recherche et d'innovation qu'est la Suisse, Interpharma demande des progrès rapides dans la mise en œuvre de l'espace de données suisse. Une stratégie et une vision commune sont un premier pas en cette direction. Au final, la question est de savoir comment offrir aux patientes et patients concerné-e-s la meilleure qualité possible d'indication et de résultat avec les fonds disponibles. C'est dans ce but que nous nous engageons jour après jour.

Dr. René Buholzer
Directeur et délégué du comité directeur

2 Grands thèmes 2023

Étant donné que l'admission d'un nouveau médicament au remboursement par les caisses-maladie peut durer parfois très longtemps en Suisse, des mesures d'accélération envisageables ont été proposées dans le Moniteur de la santé. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, il était urgent de développer et mettre sur le marché le plus vite possible de nouveaux médicaments et vaccins. Aujourd'hui encore, les citoyen-ne-s sont ouvert-e-s à certaines propositions, même si les avis favorables se sont sensiblement modifiés.

La proposition qui recueille le plus de suffrages (95%, +7) est toujours clairement l'accès aux nouveaux médicaments dès qu'ils sont autorisés. La possibilité d'autorisations provisoires avec modèles de prix flexibles, incluse pour la première fois dans l'enquête, est également approuvée par la majorité (67%). En revanche, il n'y a plus de majorité (45%, -7) pour des négociations directes des fabricants de médicaments avec les caisses-maladie plutôt qu'avec l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Les avis positifs sont pour la troisième fois de suite en recul. 28% (-18) de la population sont d'avis qu'aucun changement n'est nécessaire.

Les positions plus critiques l'année passée sur certains aspects de la recherche pharmaceutique (mais qui restaient à un haut niveau d'approbation) ont reculé cette année.

On le voit en particulier au niveau de l'affirmation selon laquelle la recherche médicale nous permet de vivre et de rester en bonne santé plus longtemps (78%, +12). L'approbation est moins forte en particulier chez les sympathisant-e-s de l'UDC (54%). De manière générale, les chiffres sont plus bas en Suisse alémanique (77%) et chez les personnes au niveau de formation moyen (73%).

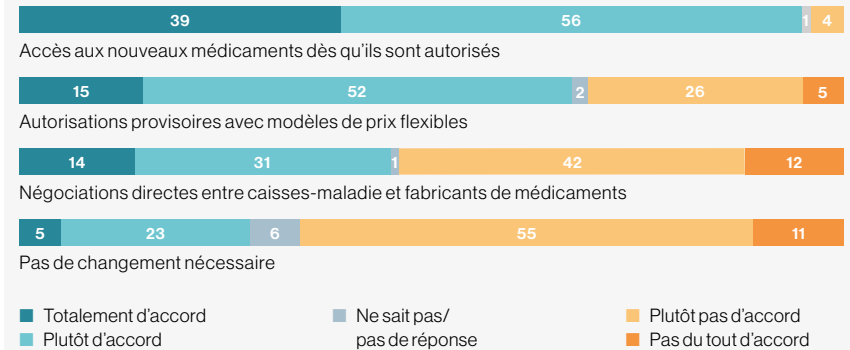
D'autres affirmations affichent aussi une évolution positive, même si c'est à un moindre degré: 83% (+10) pensent que les nouveaux médicaments permettent de réduire les coûts et 94% (+5) que la recherche accélère la guérison. L'affirmation selon laquelle la recherche pharmaceutique est importante pour la qualité de vie recueille également un peu plus de soutien (78%, +1). La contribution de la recherche à la qualité du système de santé suisse est toujours considérée comme importante par 94%.

1 | Accélération de l'accès aux médicaments

«En Suisse, il faut parfois attendre avant qu'un nouveau médicament puisse être remboursé par les caisses-maladie. A l'heure actuelle, plusieurs propositions pour accélérer cette procédure sont à l'étude.»

Veillez m'indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions listées.»

Pourcentage de votants

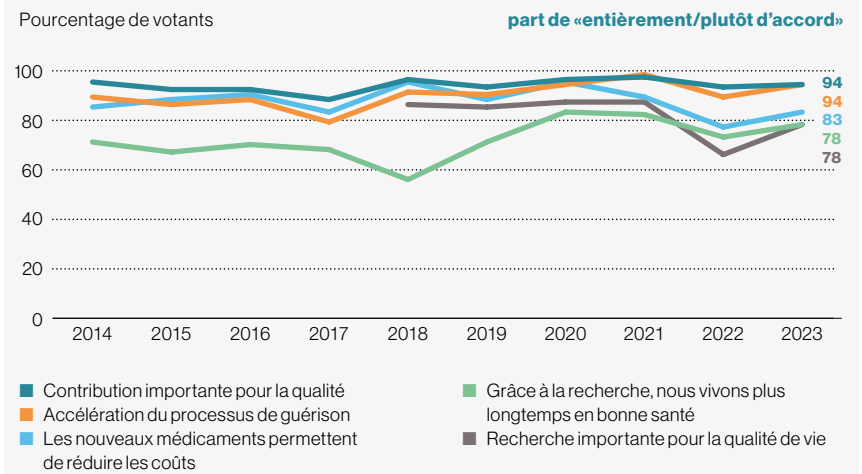


© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

2 | Affirmations sur la recherche pharmaceutique

«Parlons maintenant de la recherche médicale et pharmaceutique. Nous avons recueilli différentes déclarations relatives à la recherche pharmaceutique correspondant à des opinions répandues en Suisse. Je vous demanderais de bien vouloir me dire à chaque fois si, d'après vos connaissances, elles sont parfaitement exactes, plutôt exactes, plutôt fausses ou totalement fausses.»

Pourcentage de votants



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

Les personnes interrogées sont toujours aussi largement d'avis que la recherche reste indispensable tant qu'il y a des maladies incurables (95%, +1), que la Suisse a besoin d'un pôle de recherche pharmaceutique (95%, +4) et que toutes les personnes résidant en Suisse doivent pouvoir profiter du progrès médical (93%, -2).

Une vaste majorité (en hausse) reconnaît aussi que la recherche pharmaceutique est un facteur essentiel de lutte contre la pandémie (88%, +4). La conviction que la protection offerte par les brevets est nécessaire pour le développement de médicaments est quasiment inchangée (85%, +1). Une affirmation qui reste légèrement plus controversée que les précédentes est celle qu'une augmentation des prix des médicaments est justifiée si les activités de recherche financées avec les bénéfices ainsi réalisés permettent de mieux venir en aide aux patients (67%, +10).

En dépit de légers décalages, les opinions sur la recherche sur le cancer restent très claires: presque tout le monde est d'avis que la recherche sur le cancer permet de combattre efficacement un nombre toujours plus grand de types de cancer (98%, +2) et que les médicaments issus de la recherche sur le cancer devraient être accessibles à toutes les personnes en Suisse, indépendamment de leur revenu (99%, ±0). Seule une petite minorité est d'avis que la recherche sur le cancer renchérit inutilement les coûts du secteur de la santé (5%, -6).

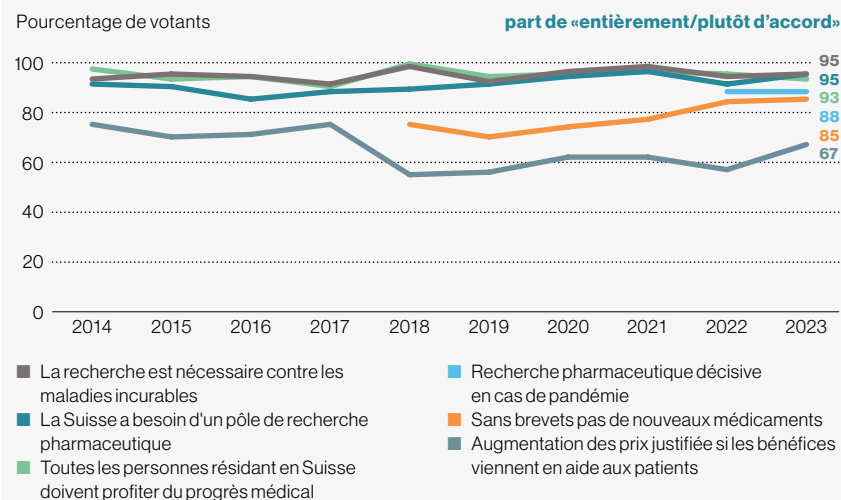
Après une première hausse des prix en 2022, qui suivait plus d'une décennie de quasi-stabilité, les prix à la consommation augmentent à nouveau en Suisse: en mars 2023, le renchérissement par rapport à l'année précédente s'est monté à +2.9%¹. Dans le même temps, les médicaments, dont les prix sont fixés par l'État, enregistrent en revanche un recul de -2.3 points².

Cette évolution réelle se reflète dans la perception des prix des médicaments, moins clémente en comparaison à long terme: 75% des personnes interrogées trouvent les prix des médicaments trop élevés en Suisse. Après une augmentation de 11 points en un an, ce taux est au sixième rang depuis le début des enquêtes du Moniteur de la santé en 1997.

1 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home.agendadetail.2023-0448.html>
 2 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/indice-prix-consommation.assetdetail.24785363.html>

3 | Revendications vis-à-vis de la recherche pharmaceutique

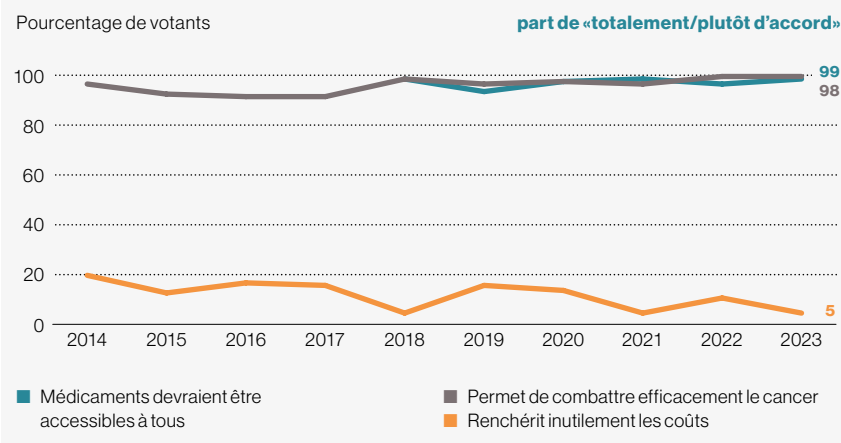
«Nous avons recueilli différentes revendications relatives à la recherche pharmaceutique fréquemment exprimées en Suisse. Je vous demanderais de bien vouloir me dire à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

4 | Opinions sur la recherche contre le cancer

«Il existe différents points de vue à l'encontre de la recherche sur le cancer. Veuillez me dire à chaque fois si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les points suivants.»

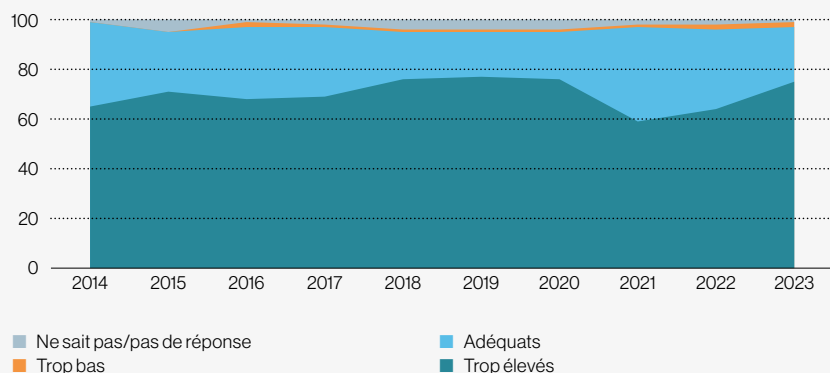


© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

5 | Opinion sur le prix des médicaments

«Parlons encore un peu des médicaments en Suisse. À votre avis, est-ce que les prix des médicaments sont en Suisse trop élevés, adéquats ou trop bas?»

Pourcentage de votants



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

Les sympathisant-e-s de l'UDC sont les moins critiques vis-à-vis de prix élevés des médicaments (53% les jugent «trop élevés»). Les sympathisant-e-s du PS sont aussi tendanciellement moins critiques (63%). La critique est moins fréquente également en Suisse romande (68%) ainsi que dans les classes d'âge de 60 à 69 ans (65%) et de plus de 70 ans (64%). On trouve aussi des taux moins élevés chez les personnes très intéressées par le domaine de la santé (54%) et chez celles qui se sentent très bien informées dans ce domaine (24%).

La tendance à long terme est de souhaiter de plus en plus fortement des tarifs maximaux légaux (69%, +7). Seule une minorité en baisse approuve des négociations entre les caisses-maladie et les fabricants de médicaments (28%, -6).

Depuis 2015, la majorité des personnes interrogées préfèrent le médicament original plutôt qu'un générique ou un biosimilaire. Après qu'en 2022, vers la fin de la pandémie, ce taux est revenu au niveau des années précédentes, on constate à nouveau une légère hausse en 2023 (57%, +2).

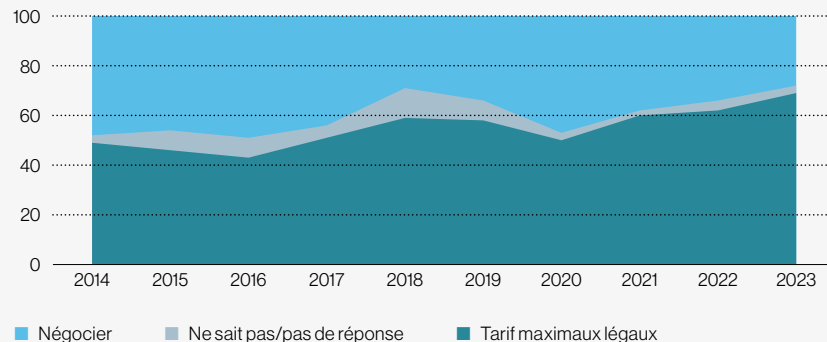
6 | Attitude vis-à-vis des négociations sur les prix des médicaments

«Voici deux opinions: à laquelle des deux vous identifiez-vous plutôt?»

Opinion A: Les médicaments constituent parfois des produits de toute première nécessité, raison pour laquelle des tarifs maximaux légaux devraient être fixés.

Opinion B: Les caisses maladies devraient pouvoir négocier avec les fabricants de produits pharmaceutiques sur les prix des médicaments.»

Pourcentage de votants

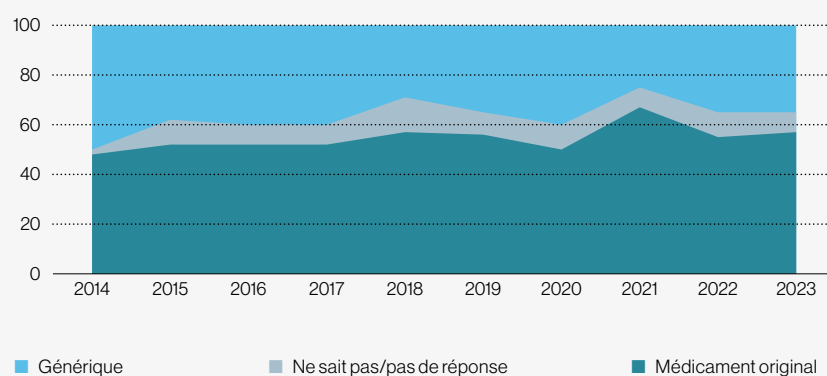


© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

7 | Attitude vis-à-vis des originaux/génériques

«Si vous aviez le choix, achèteriez-vous plutôt le médicament original ou un produit générique/biosimilaire?»

Pourcentage de votants



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

3 Analyses de tendances choisies

3.1 Bilan du système de santé

Environ trois quarts des personnes interrogées évaluent la qualité du système de santé suisse comme très bonne ou plutôt bonne (74%).

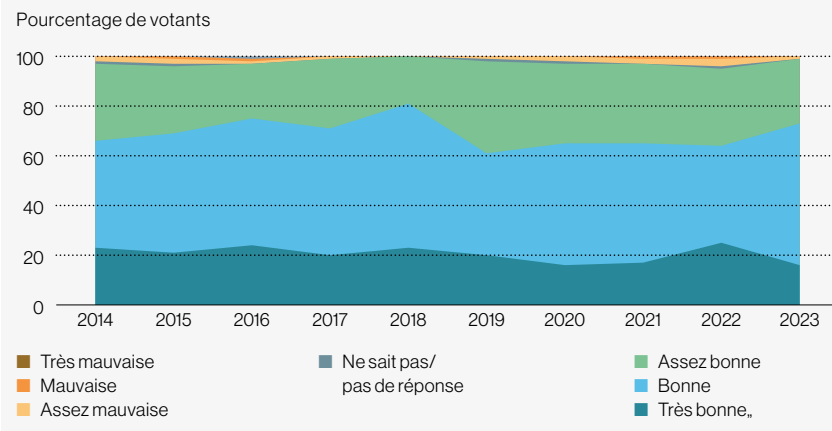
Mais une critique explicite vis-à-vis de la qualité reste pratiquement inexistante: 1% seulement émettent un jugement négatif. L'opinion générale reste donc que la qualité est bonne dans l'ensemble.

Le taux de personnes qui la considèrent comme très bonne diminue à long terme. Après une hausse l'année passée pour la première fois depuis 2013 (25%), on observe actuellement à nouveau un recul (17%, -8). Cela coïncide avec le résultat ci-dessus qu'après la fin de la crise du coronavirus, la vision du système de santé s'est plutôt légèrement dégradée à nouveau.

Pour ce qui est de la publication des données de qualité pertinentes, les citoyen-ne-s souhaitent plus de transparence. Une claire majorité souhaite un système d'information qui permettrait aux patient-e-s, le moment venu, de consulter les données de qualité spécifiques d'un fournisseur de prestations pour décider où se faire soigner. La population pense que cela apporterait une amélioration de la qualité des prestations. Seule une personne sur cinq pense qu'un surcroît de transparence serait surtout source d'incertitudes. On ne trouve en revanche pas de majorités claires pour une mise en liaison directe des données de qualité rendues publiques avec la rétribution financière des prestations. Une petite majorité peut envisager des récompenses financières pour des prestations de bonne qualité et des pénalisations pour les mauvaises, tandis que l'idée que les caisses-maladie ne prennent plus en charge que les traitements de haute qualité ne recueille pas de majorité.

8 | Qualité du système de santé

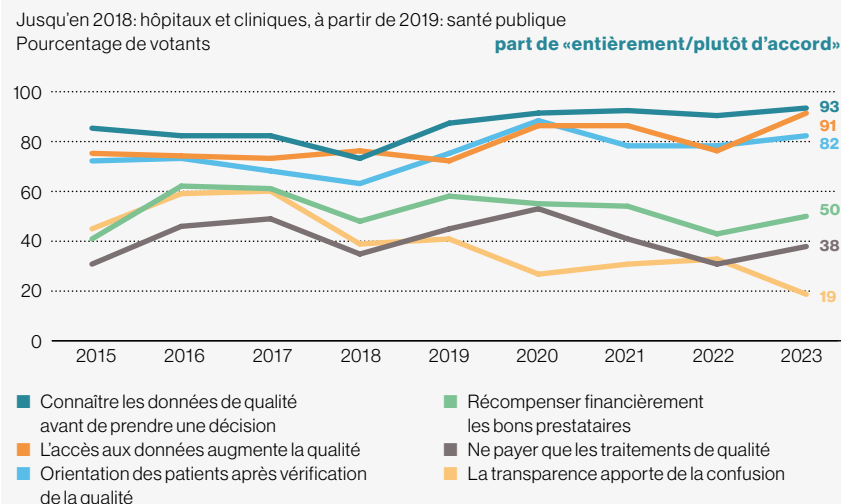
«Comment estimez-vous, en général, la qualité du domaine de la santé suisse? Croyez-vous qu'elle est très bonne, bonne, assez bonne, assez mauvaise, mauvaise ou très mauvaise?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

9 | Affirmations sur les données sur la qualité

«Parlons maintenant de la qualité de notre système de santé. Différentes données permettent d'évaluer la qualité de notre système de santé, par exemple, la fréquence des complications après une opération. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec les déclarations ci-après.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

3.2 Valeurs relatives au système de santé

S'agissant des valeurs pour le système de santé, certaines tendances et préférences déjà observées avant et pendant la pandémie se confirment. Les répondant-e-s continuent de privilégier clairement une orientation vers la qualité et la quantité ainsi que l'accès aux nouveaux médicaments plutôt qu'une orientation vers les coûts. De même, le souhait de pouvoir choisir librement son médecin est clair. Ces préférences sont présentes depuis des années et stables par rapport à l'année précédente.

Aide à la lecture: pour chaque polarité de valeurs, il était possible de se positionner entre l'un et l'autre pôle sur une échelle de 1 à 6 (en chiffres entiers). Une valeur de 3.5 signifie que les électeurs se situent en moyenne exactement entre les pôles. Plus l'écart est grand par rapport à cette valeur en direction de l'un ou l'autre des côtés, plus les personnes interrogées tendent clairement vers les valeurs du pôle correspondant.

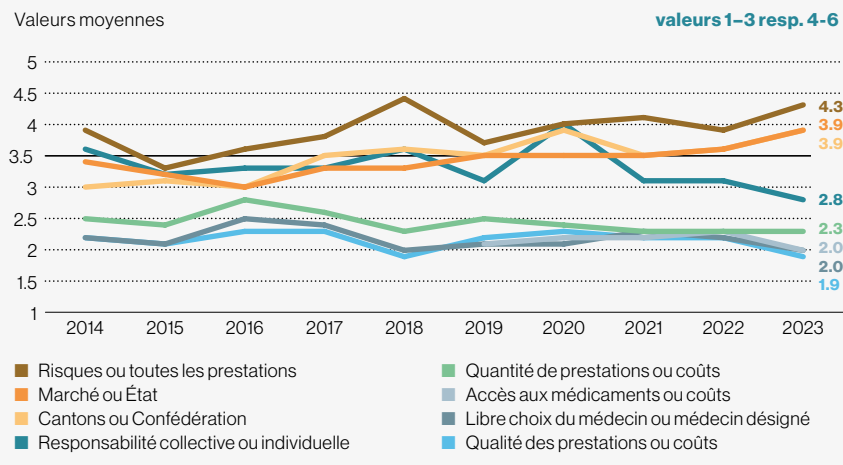
S'agissant des autres paires de valeurs proposées, les positions sont moins nettes: la tendance est à souhaiter une assurance de base qui couvre toutes les prestations plutôt que juste les risques financiers. Depuis 2016, les répondant-e-s tendent plutôt en ce sens et cela se confirme sensiblement plus fortement en 2023.

Sur la question de savoir si la politique de la santé doit être plutôt réglée à l'échelon cantonal ou national, les avis sont assez partagés. La tendance à long terme va vers la Confédération. Il en va de même de l'opposition marché-État, où la tendance va, depuis 2010, assez nettement vers l'État.

Les modifications sont un peu plus grandes d'une année à l'autre sur la question de savoir si la responsabilité collective ou personnelle doit avoir plus d'importance dans le système de santé: de même qu'en 2021, les citoyen-ne-s tendent cette fois vers un peu plus de responsabilité collective.

10 | Souhaits à l'égard du système de santé suisse

«Je vous demanderais cette fois de me dire quel système de santé publique vous souhaiteriez avoir en Suisse. Si vous êtes d'accord avec la première partie de la proposition, sélectionnez 1 ou un chiffre proche de 1. Si vous êtes d'accord avec la seconde partie de la proposition, sélectionnez 6 ou un chiffre proche de 6.»

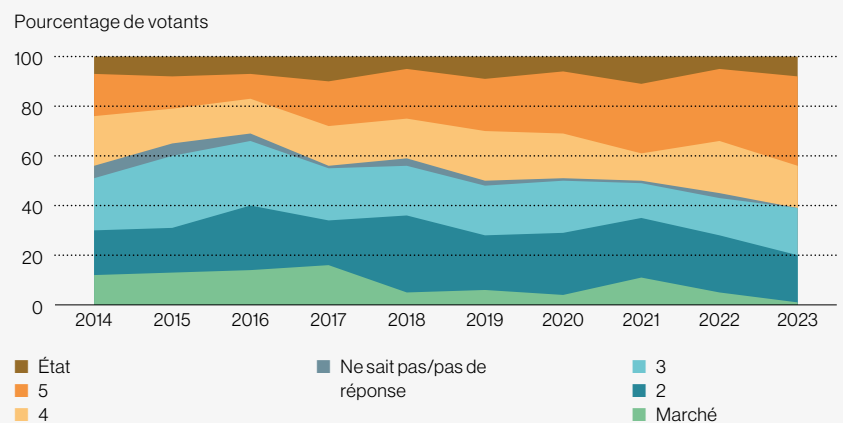


Exemple de lecture: pour chaque polarité de valeurs, il était possible de se positionner entre l'un et l'autre pôle sur une échelle de 1 à 6 (en chiffres entiers). Une valeur de 3.5 signifie que les électeurs se situent en moyenne exactement entre les pôles. Plus l'écart est grand par rapport à cette valeur en direction de l'un ou l'autre des côtés, plus les personnes interrogées tendent clairement vers les valeurs du pôle correspondant.

© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

11 | Souhaits à l'égard du système de santé suisse: marché ou État

«Souhaitez-vous avoir en Suisse un système de santé publique où le marché a plus d'influence que l'État ou où l'État a plus d'influence que le marché?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

3.3 Coûts du système de santé

85% (+4) pensent que les coûts du système de santé vont continuer d'augmenter. Autant (85%, +4) pensent aussi que les primes des caisses-maladie vont augmenter. Ce résultat s'inscrit dans la moyenne à long terme.

Dans le contexte du coronavirus et de la discussion sur les vaccins, le souhait de consacrer plus d'argent à la recherche sur les médicaments et les vaccins était net. Cette année encore, il s'agit du domaine dans lequel l'écart est le plus marqué entre la part de personnes qui souhaitent accorder plus d'argent et la part de celles qui souhaitent en accorder moins. Après que l'écart avec les autres domaines avait, en 2022, rejoint à peu près le niveau des années 2019/2020, il s'est à nouveau creusé en 2023 (+14).

De manière générale, cette année à nouveau, dans tous les domaines proposés, la majorité absolue souhaiterait dépenser autant d'argent que jusqu'à présent. Il n'y a que dans le domaine de la recherche sur les médicaments et les vaccins qu'une majorité absolue veut accorder plus d'argent (excédent de 57% pour plus d'argent). À part pour la recherche sur les médicaments et les vaccins, la part de «plus» est supérieure à la part de «moins» dans le domaine des hôpitaux publics (24%), des prestations des caisses-maladie (15%) et de la médecine intensive (13%).

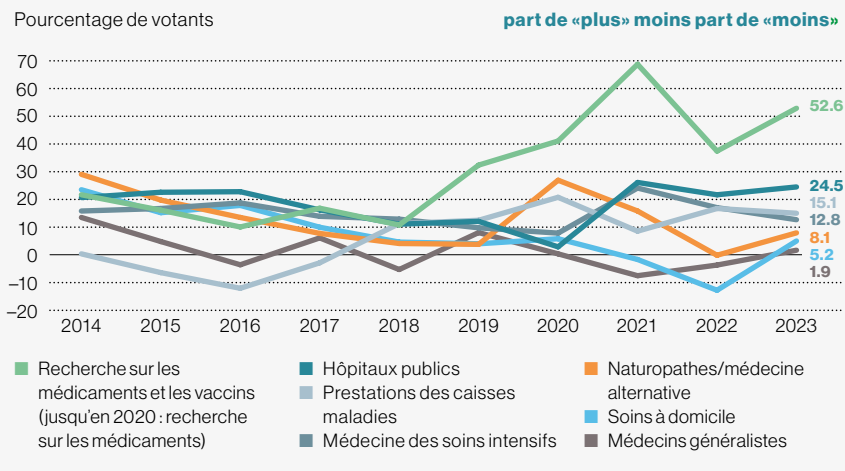
Par rapport à 2022, les naturopathes/la médecine alternative (8%) et les médecins généralistes (2%) ont à présent également une part légèrement plus grande de «plus», alors qu'ils recueillaient par le passé une plus grande part de «moins». Après que la part de «plus» a longtemps été supérieure à la part de «moins» pour les soins à domicile, puis a connu une érosion pendant plusieurs années, elle est pour la première fois à nouveau en hausse en 2023 (5%).

Par rapport à l'année précédente, les hôpitaux privés sont en point de mire des personnes interrogées pour faire des économies (excédent de 41% pour «moins»), suivis de l'administration des caisses-maladie (39%). Les médecins spécialistes (29%), la prévention des dépendances (16%), les médicaments (9%), la psychothérapie (7%) et les pharmacies (5%) sont également des domaines dans lesquels la prédominance de la part de «moins» a augmenté.

Les personnes interrogées voient plusieurs causes à la hausse des primes des caisses-maladie.

12 | Répartition des finances

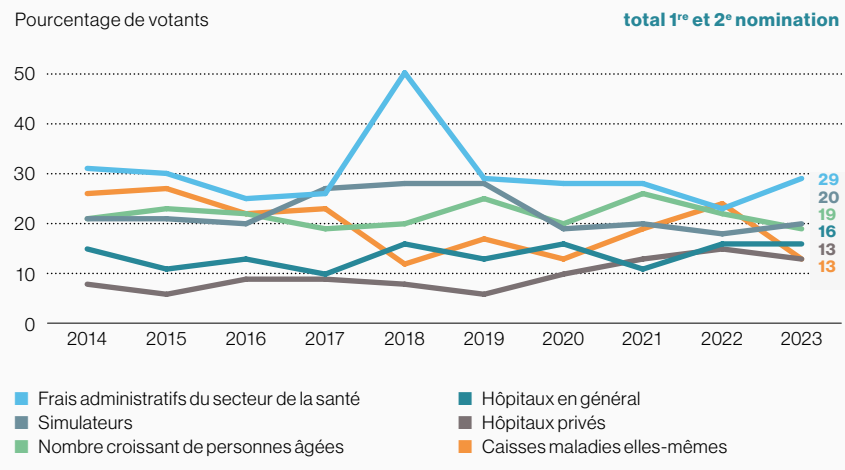
«Parlons maintenant un moment des questions générales sur la santé. Si vous deviez décider de la répartition des finances dans le secteur de la santé. Le budget à disposition ne pourrait cependant pas être dépassé. Pour quels domaines investiriez-vous moins d'argent, autant, ou plutôt plus qu'aujourd'hui? Si l'un des domaines suivants ne vous dit rien, dites-le moi S.V.P.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

13 | Causes de l'augmentation des primes des caisses-maladie

«Voici une liste de causes diverses de l'augmentation des primes des caisses-maladies. Quelle est à votre avis la raison principale de cette augmentation?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

Pour près d'un tiers (29%, +6), les responsables sont les frais administratifs des caisses-maladie. 20% nomment les simulateurs (+2), 19% le nombre croissant de personnes âgées (-3) et 16% les hôpitaux en général (± 0).

Par rapport à l'année précédente, les caisses-maladie sont sensiblement moins tenues responsables de la hausse des primes (13%, -11).

Tandis qu'autrefois, les cinq principaux domaines tenus responsables en comprenaient régulièrement qui n'étaient pas des fournisseurs directs de prestations (médicales), on trouve depuis quelques années de plus en plus souvent les hôpitaux en général (16%, ± 0) et les hôpitaux privés (13%, -2) parmi les suspects.

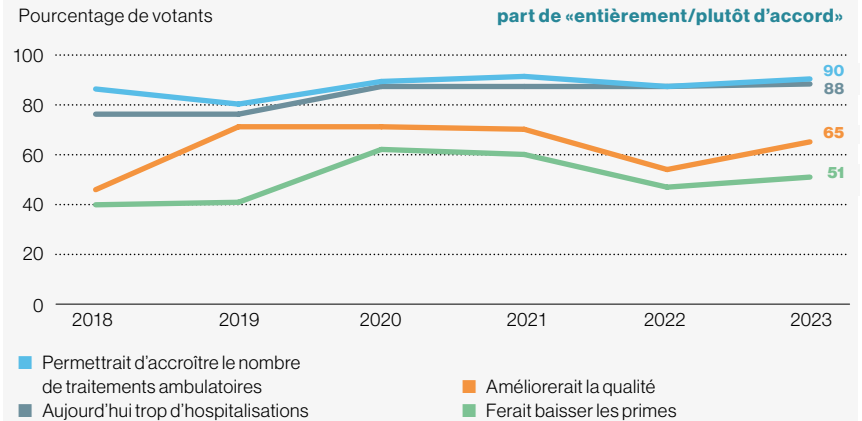
Après des opinions légèrement plus pessimistes en 2022 sur le financement hospitalier uniforme EFAS, on constate cette année une certaine détente.

Les citoyen-ne-s sont toujours d'accord avec le diagnostic qu'il y a trop de traitements avec hospitalisation qui pourraient se faire en ambulatoire (88%, +1). Ils pensent aussi que l'EFAS permettrait d'accroître le nombre de traitements ambulatoires (90%, +3). Que ce changement de système améliorerait la qualité est à présent l'avis d'une majorité plus marquée (65%, +11). L'espoir de primes plus basses grâce à l'EFAS est à nouveau remonté au-dessus de la barre des 50% depuis l'année passée (51%, +4).

14 | Affirmations sur le financement hospitalier uniforme

«En raison des progrès de la médecine, de plus en plus de traitements peuvent être administrés en ambulatoire, c'est-à-dire sans avoir à séjourner à l'hôpital. Si les patients sont hospitalisés pour traitement (traitement stationnaire), au moins la moitié des coûts doivent être pris en charge par les cantons et l'autre moitié par les caisses d'assurance-maladie. Dans les traitements ambulatoires en revanche, les coûts sont totalement payés par les caisses d'assurance-maladie.

Un débat a actuellement lieu au sein du Parlement sur l'introduction d'un financement uniformisé des traitements ambulatoires et hospitaliers. Merci de m'indiquer si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations qui suivent.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

S'agissant des objectifs en matière de coûts qui font l'objet de débats politiques intenses, les personnes interrogées ont du mal à évaluer s'ils feraient baisser les primes:

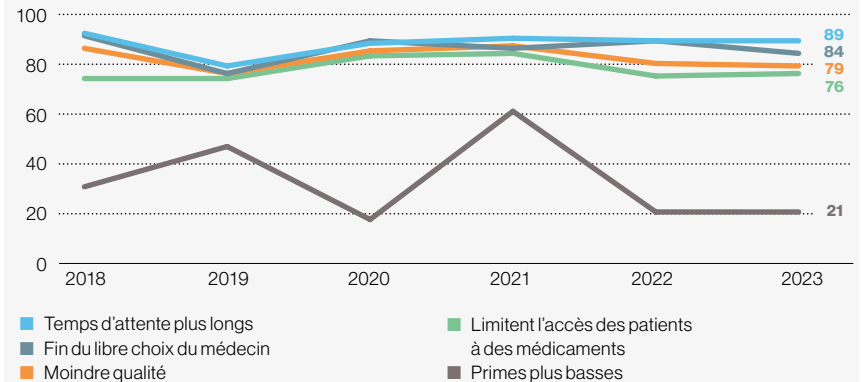
On le voit aux grandes différences dans l'évaluation d'une année sur l'autre. Comme l'année précédente, ce ne sont que 21% qui pensent que les objectifs en matière de coûts feraient baisser les primes (± 0).

L'évaluation des effets négatifs potentiels semble plus sûre: des majorités claires continuent de craindre des temps d'attentes plus longs (89%, ± 0), la fin du libre choix du médecin (84%, -5), un appauvrissement de la qualité (79%, -1) et une limitation de l'accès des patient-e-s aux médicaments (76%, +1). L'un dans l'autre, du point de vue des citoyen-ne-s, les objectifs en matière de coûts représentent un risque élevé pour une chance incertaine de voir baisser les primes.

15 | Déclarations sur les objectifs

«Une mesure de maîtrise des coûts de la santé actuellement débattue consiste à établir ce que l'on appelle des objectifs. Avec un objectif, un hôpital ou un médecin n'a p. ex. pas le droit de dépasser un certain budget déterminé à l'avance. Si un médecin par exemple a épuisé son budget, il ne peut alors plus facturer de prestations à l'assurance de base. Les patients peuvent certes continuer de se faire soigner, mais ils devront soit payer le traitement de leur poche, soit attendre que l'assurance consente un nouveau budget au médecin. Merci de m'indiquer si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations qui suivent.»

Jusqu'en 2020: budgets globaux, à partir de 2021: objectifs de maîtrise des coûts
Pourcentage de votants **part de «entièrement/plutôt d'accord»**



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

3.4 Prestations des caisses-maladie

Le souhait d'extension du catalogue des prestations de l'assurance-maladie de base est resté plus ou moins stable (+1).

Dans le contexte de la prise en charge des coûts des tests et des vaccins contre le COVID-19, 43% demandaient il y a deux ans une extension; en 2023, ils sont encore 37%, c'est-à-dire encore légèrement plus que la moyenne des années précédentes. Une majorité de 56% (+1) souhaite la conservation à l'état actuel, et c'est toujours une petite minorité qui se prononce pour une réduction (4%, -2).

Le système actuel de primes égales pour tous et de subventions pour les bas revenus reste clairement accepté (86% tout à fait/plutôt d'accord, -3). Un système dépendant des revenus n'est plus souhaité depuis 2018 que par une minorité, laquelle est à présent à 34% (+7) et a donc quitté le point le plus bas atteint l'année précédente. La tendance au sujet de mesures automatiques pour limiter les coûts n'est pas uniforme: au début de la pandémie, l'approbation était plus élevée qu'au cours des trois années précédentes, mais depuis 2021, un recul s'est dessiné. En 2023, cette tendance s'est inversée, avec une hausse des avis favorables (65%, +6).

En 2022, la disposition à accepter des restrictions personnelles pour faire baisser les coûts était au plus bas depuis longtemps. Cette situation est légèrement plus détendue actuellement, mais n'atteint pas les taux de 2021:

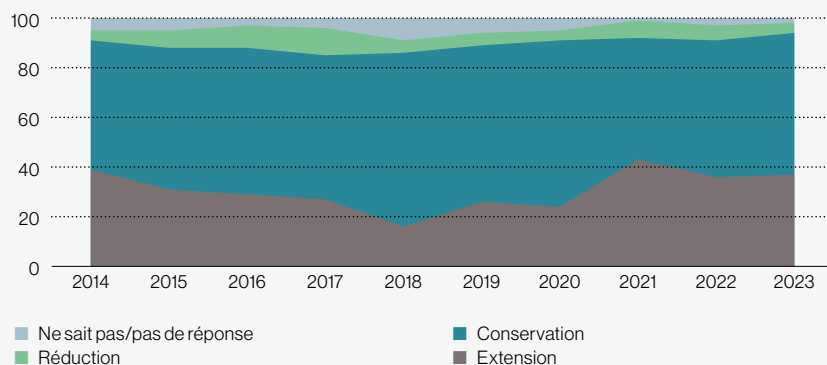
Une majorité absolue rejette catégoriquement chacune des cinq mesures proposées, mais les taux ont légèrement diminué pour presque toutes les mesures par rapport à 2022. Seule la part de personnes qui ne peuvent en aucun cas envisager une restriction d'accès aux nouveaux médicaments et traitements remonte pour la première fois depuis 2021.

À nouveau, les citoyen-ne-s ne sont pas prêt-e-s à accepter une diminution des prestations de l'assurance de base (79% «en aucun cas», -2), un accès limité aux nouveaux médicaments ou traitements (75%, +3), des restrictions dans le libre choix du médecin (69%, -8) ou dans la liberté de prescription (70%, -1). Comme les années précédentes, le rejet est le moins marqué vis-à-vis d'une restriction du libre choix de l'hôpital (61%, -1).

16 | Catalogue des prestations

«En ce qui concerne le catalogue de prestations couvertes par l'assurance de base, d'une manière très générale, êtes-vous pour une extension, pour la conservation à l'état actuel, ou pour une réduction?»

Pourcentage de votants



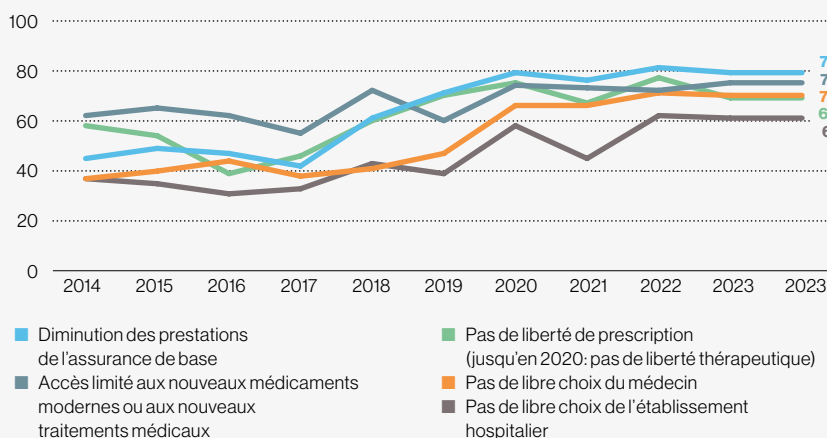
© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

17 | Tendance attitude vis-à-vis des mesures visant à réduire les coûts

«Vous-même parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous prêt-e à accepter, si, au travers de celles-ci, les coûts de la santé baissaient? Veuillez me dire si vous seriez prêt-e dans tous les cas, selon l'importance de la baisse des coûts ou si vous ne seriez pas du tout prêt-e à accepter ces mesures?»

Pourcentage de votants

part de «pas du tout»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

Si le rapport coûts/utilité d'un traitement très cher est défavorable, c'est toujours la proposition «les médecins et les patients ensemble» (53%, -10) qui est la seule acceptée pour prendre la décision de ne pas le prendre en charge.

Une commission de représentants de toutes les parties concernées (43%, -3), les médecins (36%, -5) et la direction de l'hôpital (31%, -3) sont envisageables pour des minorités notables. En revanche, les autorités ou les caisses-maladie, mais aussi un institut d'expert-e-s indépendant-e-s sont largement refusés pour ces décisions d'éthique de la santé.

Les personnes interrogées réclament nettement une prise en charge des maladies rares par les caisses-maladie (98%, +3). Une observation plus détaillée le reflète également:

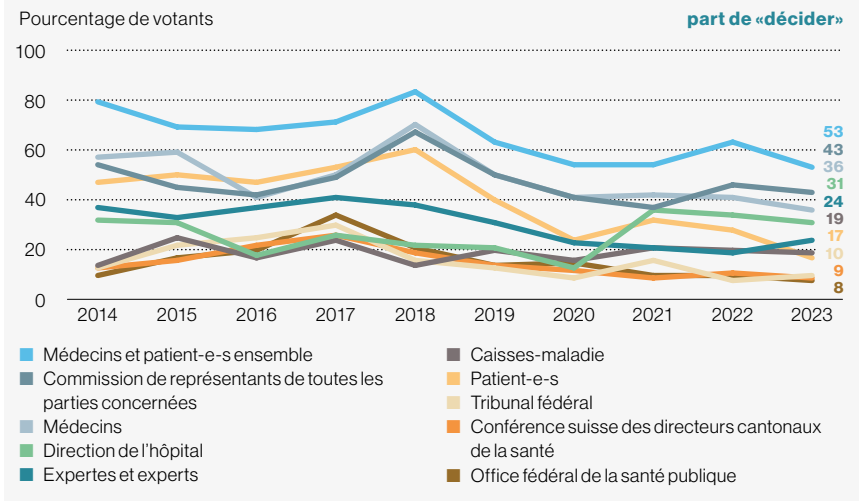
Le souhait clairement dominant est que le traitement, même s'il dépasse largement le budget normal, soit en tout cas prioritaire (92%, -1) et qu'il soit appliqué aussi si cela apporte «seulement» une amélioration de la qualité de vie (92%, -1). 81% (-3) peuvent envisager une décision au cas par cas. 22% (-3) peuvent envisager une décision au cas par cas. 81% (-3) peuvent envisager une décision au cas par cas.

Refuser le traitement dans tous les cas (7%, -1) ou si les coûts sont trop élevés (4%, -5) ne recueille pas les faveurs des répondant-e-s. Seules des minorités approuvent de faire dépendre le traitement de l'âge du patient (22%, -3) ou de fixer un plafond pour les coûts (31%, -2).

En 2023, on trouve à nouveau une majorité absolue en faveur de la prise en compte des chances de survie (59%, +9).

18 | Prise en charge des traitements onéreux

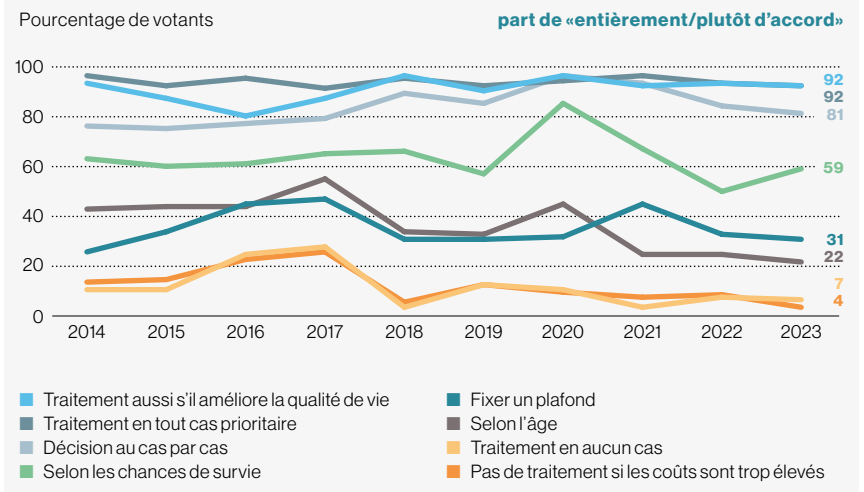
«Qui devrait décider si un traitement très cher ne doit pas être payé par les caisses de maladie en raison d'un rapport coûts/utilité défavorable?»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

19 | Affirmations sur le traitement des maladies rares

«En supposant que quelqu'un souffre d'une maladie rare très grave et qu'il faille décider si la personne recevra une thérapie qui dépasse largement le budget normal pour un traitement. Veuillez me dire si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les déclarations suivantes?»

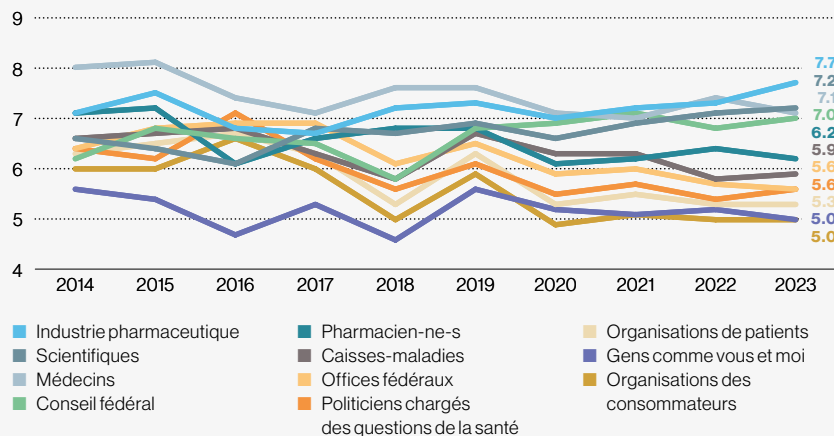


© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

20 | Compétence des acteurs du système de santé

«En matière de santé, divers groupes ou organisations prennent ouvertement position. Nous souhaiterions connaître votre opinion à ce sujet. Dites-moi S.V.P. – en vous servant pour cela de l'échelle suivante – quel niveau de compétence vous attribuez aux organisations ou groupes suivants dans le domaine de la santé? «0» signifie que ces organisations ou groupes ne sont pas compétents, «10» signifie qu'ils sont très compétents. Les valeurs intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement. Si vous ne connaissez pas une de ces organisations, veuillez me le signaler.»

Valeurs moyennes



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

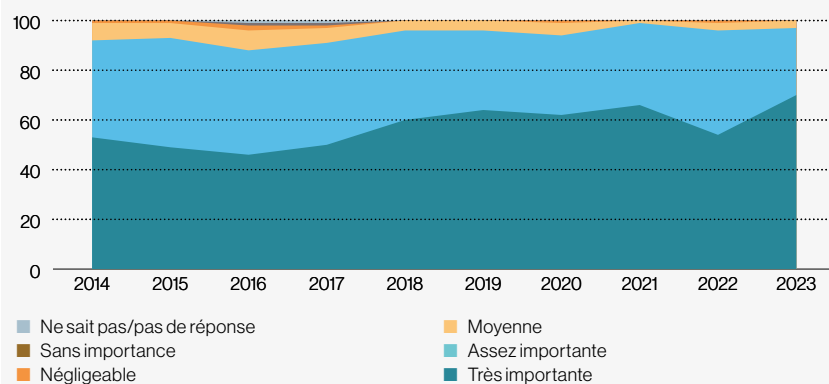
3.5 Image des acteurs

Les opinions légèrement plus positives sur les différents aspects (voir graphique 2) se traduisent aussi dans l'évaluation de l'industrie pharmaceutique comme l'un des acteurs les plus compétents du système de santé suisse (moyenne 7.7 sur une échelle de 0 à 10, +0.4 point). Elle se place ainsi devant les scientifiques (7.2, +0.1 point) et les médecins (7.1, -0.3 point). Ces derniers étaient, à l'exception de 2021, toujours en première position depuis 2011, mais enregistrent en 2023 le plus net recul (-0.3 point).

21 | Déclarations sur l'industrie pharmaceutique

«Selon vous, quelle est l'influence des secteurs suivants sur la force de la place économique suisse? Est-elle très importante, assez importante, moyenne, négligeable, sans importance?»

Pourcentage de votants



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

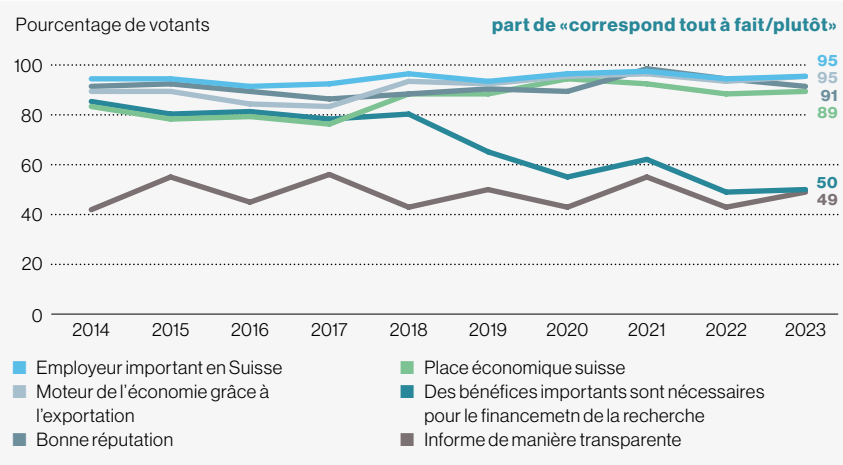
Après la pandémie de COVID-19, l'image des scientifiques a continué à s'améliorer, atteignant un nouveau score record de 7.2 points, soit la deuxième position.

L'industrie pharmaceutique est toujours vue comme très importante pour la place économique suisse.

En 2023 à nouveau, pratiquement personne ne doute de l'importance fondamentale de la branche pharmaceutique. Par rapport à l'année précédente, la description «très importante» s'est sensiblement renforcée (70%, +17). Cette hausse s'est faite aux dépens de la part de «assez importante» (27%, -15).

22 | Déclarations sur l'industrie pharmaceutique

«Voici quelques déclarations d'ordre général relatives à l'industrie pharmaceutique suisse. Veuillez me dire pour chacune de celles-ci, sur la base de vos connaissances, quel est son impact sur l'industrie pharmaceutique.»



© gfs.bern, Moniteur de la santé 2023 (N = 1200)

Des avis qui restent relativement stables à un haut niveau sont ceux que l'industrie pharmaceutique est un employeur important (95%, +1), un moteur de l'économie grâce à l'exportation (95%, +2), possède une bonne réputation (91%, -3) et s'intéresse à la place économique suisse (89%, +1).

49% (+6) pensent que l'industrie pharmaceutique informe de manière transparente au sujet de ses activités. Ce taux enregistre d'assez grandes variations d'une année sur l'autre et est normal pour une branche dont la valeur ajoutée est élevée et qui agit à l'international. Il est supérieur aux mesures de transparence des banques ou des assurances. Un élément essentiel est qu'en règle générale, les personnes interrogées évaluent certaines entreprises qu'elles connaissent directement comme plus transparentes que l'ensemble de la branche.

Une question controversée est celle de savoir si des bénéfices importants sont nécessaires pour le financement de la recherche. 50% sont encore d'accord avec cette proposition et ce taux reste relativement stable, mais jusqu'en 2018, l'approbation était en général d'environ 80%.

4 Thèses

En résumé, sur les questions de santé, on observe 7 évolutions dans les opinions de la population Suisse en âge de voter:



La population est et reste en 2023 globalement très satisfaite du système de santé. Cela se justifie, en dépit de coûts élevés, par sa grande qualité.



En raison de la grande satisfaction vis-à-vis du système de santé, les personnes interrogées ne voient pas de grande marge de manœuvre pour des réformes profondes. Les objectifs en matière de coûts pour certains prestataires médicaux sont par exemple vus comme un risque élevé pour une chance incertaine de voir baisser les primes.



Les souhaits sont relativement stables par rapport à 2022. Les personnes interrogées continuent à souhaiter avoir le libre choix du médecin et attachent plus d'importance à l'accès libre aux médicaments, à la qualité et à la quantité des prestations qu'aux questions de coûts. La tendance est au principe de responsabilité collective et à la couverture de toutes les prestations par l'assurance de base plutôt que des seuls risques financiers. En 2023, la tendance en direction de la Confédération (plutôt que les cantons) et de l'État (plutôt que le marché) se renforce une nouvelle fois. La faible disposition à accepter des restrictions individuelles pour faire baisser les primes est quasiment inchangée.



Un souhait sans concessions de maintien des prestations, d'accroissement de la qualité et de renforcement de la recherche continue à dominer. Le souhait (minoritaire) d'extension du catalogue des prestations continue à reculer légèrement. Par rapport à l'année précédente, on veut à nouveau attribuer plus d'argent à la recherche sur les médicaments et les vaccins, même si cette thématique n'est plus aussi dominante qu'au plus haut de la pandémie de COVID-19 en 2021.



Les citoyen-ne-s continuent à penser que les coûts de la santé et les primes des caisses-maladie vont clairement poursuivre leur croissance. De manière générale, on est d'accord avec la répartition des finances, mais on souhaite orienter plus fortement les fonds vers la recherche sur les médicaments et les vaccins, les hôpitaux publics, la médecine intensive et les prestations des caisses-maladie. On ferait des économies plutôt au niveau des hôpitaux privés, de l'administration des caisses-maladie, des médecins spécialistes et de la prévention des dépendances.



Au total, les Suisses-ses savent très clairement quelles tâches ils souhaitent confier à l'État ou au marché: pour ce qui est des coûts, l'État est considéré comme une instance de contrôle et de pilotage importante vis-à-vis de prix trop élevés, pour ce qui est des droits à des prestations, il doit en revanche rester en arrière-plan et laisser médecins et patient-e-s décider. Il semble qu'on ne fasse pas confiance aux partenaires tarifaires pour fixer des prix acceptables pour les consommateurs, mais qu'on leur fasse confiance en revanche pour fournir des prestations adéquates.

5 Base de données du sondage actuel

Les résultats du Moniteur de la santé 2023 reposent sur une enquête représentative conduite par gfs.bern sur mandat d'Interpharma auprès de 1200 citoyen-ne-s de toute la Suisse. L'enquête a été réalisée entre le 20 février et le 18 mars 2023 (médiane: 5 mars 2023) par le biais d'entretiens personnels en face-à-face. L'erreur d'échantillonnage statistique respective pour les groupes recensés est la suivante:

Tableau 1: Erreur d'échantillonnage

Taille de l'échantillon	Taux d'erreur distribution initiale	
	50% à 50%	20% à 80%
N= 1200	±2.9 points	±2.3 points
N= 1000	±3.2 points	±2.5 points
N= 600	±4.1 points	±3.3 points
N= 100	±10.0 points	±8.1 points
N= 50	±14.0 points	±11.5 points

Exemple de lecture: pour environ 1200 personnes interrogées et pour une valeur chiffrée de 50%, la valeur effective se situe à 50% ± 2.9 points; pour une valeur de base de 20%, elle se situe à 20% ± 2.3 points. Ce faisant, en matière d'enquêtes par sondage, on fixe généralement un intervalle de confiance de 95%, autrement dit, on accepte une probabilité d'erreur de 5% que le rapport statistique révélé soit en réalité inexistant dans la population.

6 Annexe

6.1 Équipe de gfs.bern



URS BIERI ✉ urs.bieri@gfsbern.ch

Co-directeur et membre de la direction de gfs.bern, politologue et expert en médias (lic. rer. soc.), Executive MBA FH en management stratégique, chargé de cours à l'Institut VMI de l'Université de Fribourg et à l'Université des sciences appliquées de Zurich Winterthur

Activités principales
monitoring des thèmes et problèmes, analyses de l'image et de la réputation, technologies à risque, analyses des suffrages, préparation et suivi des campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications de livres, dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet.
Publication actuelle: Bieri, U et al. *Digitalisierung der Schweizer Demokratie, Technologische Revolution trifft auf traditionelles Meinungsbildungssystem*. Vdf 2021.



JONAS PHILIPPE KOCHER ✉ jonas.kocher@gfsbern.ch

Chef de la technologie et du développement, politologue

Activités principales
analyse des sujets politiques et des enjeux, votations et élections, préparation et suivi de campagnes, débats de société, analyses de communication intégrées, analyses de contenu des médias, projections, projets de terrain



ALESSANDRO PAGANI ✉ alessandro.pagani@gfsbern.ch

Stagiaire science des données et analyses politiques

Activités principales
analyse des données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives



ANNICK DORIOT ✉ annick.doriot@gfsbern.ch

Cheffe de projets junior, politologue

Activités principales
votations, élections, relations internationales, politique de sécurité



ROLAND REY ✉ roland.rey@gfsbern.ch

Collaborateur de projets, administration

Activités principales
publication assistée par ordinateur, visualisation, administration de projets, administration de conférences

Interpharma

Petersgraben 35, case postale

CH-4009 Bâle

Tél. +41 (0)61 264 34 00

info@interpharma.ch

www.interpharma.ch